Colombie : rébellion contre les mines d'or

L'or est en hausse pour la dixième année consécutive. Dernièrement, des investisseurs, des opérateurs et des banques centrales l'ont recherché comme refuge sûr face à la situation instable de l'économie mondiale. Ceci a de graves conséquences, vu que l'extraction d'or est une des pratiques minières les plus destructives et les plus polluantes.

Les regards des compagnies minières se sont tournés vers l'Amérique latine, et en Colombie s'est déclenchée une véritable fièvre de l'or. D'un autre côté, la résistance populaire pour défendre la vie, l'eau, l'environnement et la culture s'intensifie jour après jour.

Le président colombien Juan Manuel Santos insiste sur l'importance d'un renforcement de l'extraction minière à ciel ouvert et à grande échelle pour le développement du pays. L'exploitation des ressources naturelles non renouvelables constitue une des soi-disant « locomotives de l'économie ». De fait, le ministère des Mines colombien considère que cette activité peut être pratiquée dans tout le pays, et des concessions de 43 000 kilomètres carrés ont été accordées sous forme de 10 000 permis miniers, dont 4 000 sont déjà en exploitation.

Mais le Code minier en vigueur, modifié en 2009, n'est pas précisément respectueux ni du territoire (les projets miniers peuvent être déclarés d'utilité publique, sans qu'un maire, par exemple, puisse s'opposer à l'exploitation minière), ni des groupes ethniques (il y a sept réserves indigènes comprises en totalité dans la zone d'exploitation minière), ni de l'environnement (la Colombie est le pays le plus contaminé au monde par le mercure). Selon l'Association colombienne des mineurs – ASOMINEROS – la production d'or a été, en 2008, de 34 300 kilogrammes.

Les mines d'or dans les Andes

L'AngloGold Ashanti (AGA) est la plus grande compagnie minière de Colombie. La recherche d'or qu'elle conduit dans la mine La Colosa, à Cajamarca, département de Tolima, au Centre-Ouest du pays, représente une menace pour un des complexes hydrologiques les plus importants du pays, qui alimente en eau plus de 4 millions de personnes. Le projet se situe dans un des derniers fragments de páramo et de forêt des hautes Andes, régulateurs des eaux de la commune de Coello, qui pourraient être contaminés par du cyanure.

Le territoire touché, à l'environnement d'une grande biodiversité et considéré comme le magasin agricole de Colombie, est aujourd'hui mis en péril par l'activité minière. La rareté de l'eau a déjà freiné la production de riz. L'intégrité et la fertilité des sols seront touchées à bref délai.

AGA a violé la législation colombienne (loi 2 de 1959) en réalisant sans permis une exploration minière dans une zone de réserve forestière. D'après le contenu des dénonciations faites par les personnes touchées, AGA a obtenu de façon frauduleuse l'information sur les réserves potentielles d'or dans la région.

Malheureusement, la façon d'agir d'AGA a déjà causé une profonde polarisation dans la

communauté et les institutions du bassin, et entre les communautés de la partie haute du bassin et les communautés d'usagers de la partie basse. Le conflit social qui en a dérivé a conduit à marginaliser nettement et à montrer du doigt les organisations et les personnes qui essaient de prouver les effets négatifs de l'exploitation minière à grande échelle dans cette partie des Andes.

L'abus de pouvoir économique d'AGA se manifeste dans divers ordres de la vie départementale. Ce que l'entreprise appelle « pré-investissement » n'est autre chose que l'exercice de la coaction par la voie du pouvoir économique. On ne peut pas comprendre autrement le fort pourcentage de recrutement de personnel (avec des salaires supérieurs à la moyenne régionale) sans que l'exploitation ait commencé. Il en va de même pour les appuis économiques et techniques à des organisations sociales, les sommes consacrées à l'amélioration de l'infrastructure des communes qui seraient en principe reliées à l'exploitation, les fonds versés aux équipes d'action communale, à la mairie même et à l'hôpital de Cajamarca, le lien commercial avec l'équipe de football de Tolima, les propositions de soutien à l'Université de Tolima, l'acquisition de terrains à un prix bien supérieur aux cours historiques, et maintenant la proposition de financer des entités comme le Fonds pour l'action environnementale, entre autres initiatives multiples.

Son pouvoir économique démesuré a permis à AGA d'acheter des terrains stratégiques, en particulier à cause du potentiel hydrique qu'ils représentent. De la même façon, AGA a formellement demandé des permis miniers dans la région et dans une bonne partie du pays. Cette société agit en sachant que les paysans locaux n'ont pas la même capacité pour demander des concessions d'eau.

Mais l'intervention d'AGA n'a rien à voir avec le développement, ni avec la création d'emploi, ni avec l'appui à l'éducation, aux sports, à la gestion de la mairie locale, à l'amélioration des routes ou à la mise en place de coopératives de transport.

Les mouvements sociaux de la zone veulent organiser des mécanismes sociaux pour que jamais ne soit réalisée l'exploitation de l'or dans cette région, et encore moins à grande échelle. Ils déclarent que « cette affaire peut être la porte ouverte à une modification de tout le patrimoine environnemental du pays, et la société n'y participera pas ».

Fièvre de l'or dans la forêt tropicale du Pacifique

Un autre projet de mines d'or concerne le cœur de la forêt du littoral pacifique de Colombie, dans le département du Cauca, Buenaventura, région du Chocó biogéographique couverte de forêts tropicales et traversée par de puissants fleuves comme le Dagua, source de vie qui en reçoit de nombreux autres, comme le San Cipriano, qui donne son nom à une réserve de forêt tropicale.

Zaragoza est un village de communautés noires. L'activité minière lui accorde de bien maigres avantages en échange d'une grande détérioration de l'écosystème, et transforme le fleuve en un courant de déchets chimiques.

Avec la découverte de la mine, depuis le début de 2009, des entrepreneurs sont arrivés de nombreux endroits, comme Medellín, Cali et Bogotá, pour extraire l'or inconsidérément. La population est passée de quelque 100 familles à plus de 10 000 aventuriers.

Actuellement, l'exploitation de l'or s'étend entre les kilomètres 23 et 38 de la route Buenaventura-Cali, touchant diverses villes qui fonctionnent comme des « villes sans loi ». « Cette exploitation minière s'étend comme un cancer à d'autres fleuves du Pacifique », dénonce-t-on depuis la ville de

Buenaventura.

Les dégâts environnementaux sont plus qu'évidents. Des photos aériennes ont été prises qui montrent un panorama complètement ravagé. Les mauvaises conditions et l'illégalité des exploitations créent des risques d'avalanches, d'effondrements et d'accidents, à quoi s'ajoute le danger des crues du fleuve. La présence de plus de 250 pelles mécaniques a saccagé la flore et la faune, ainsi que les cultures de subsistance ou « pancoger ».

La consommation domestique des eaux devient impossible. Des foyers de malaria et de dengue surgissent. Les altérations qu'a subies le fleuve ne permettent pas d'en distinguer le cours naturel, et ses rives sont infestées du plastique et du carton dont sont bâties les précaires boutiques, restaurants, magasins et bars. Très récemment, une étude scientifique dont les résultats furent publiés par la presse locale en novembre 2010, démontrait que les niveaux de mercure à l'embouchure du fleuve Dagua dans l'océan Pacifique sont trois fois supérieurs au maximum recommandé. En plus, on a détruit les lieux de détente. Il ne reste à la population locale que les décombres et la misère, la destruction de ses cultures et de ses demeures, et le fleuve fortement pollué.

La tradition locale et la jouissance du territoire ont été également modifiées. La violence et le conflit armé sont devenus plus aigus dans la région, produisant des déplacements forcés et déstabilisant la vie communautaire. Le contrôle de la zone et de l'activité minière par des paramilitaires est évident. Les familles ne peuvent pas parcourir librement le territoire. La tâche des conseils municipaux est freinée. Des violations des droits de l'homme se sont produites avec un solde de plus de 100 morts et homicides. Une femme du village qui protestait contre le conducteur d'une pelle qui mettait sa maison en danger a été assassinée par derrière devant tout le monde.

Diverses organisations ethnico-territoriales de la commune de Buenaventura ont lancé au mois d'avril la Déclaration de Buenaventura

(<http://www.pacificocolombia.org/novedades/declaracion-de-buenaventura-colombia/18>), qui est un appel à l'unité des organisations d'afrodescendants et d'indigènes et à la défense de l'environnement comme apport à la défense de la planète, et une déclaration d'urgence sociale pour le Pacifique.

Le village de Marmato condamné à mort par l'or

Le village de Marmato est littéralement condamné à disparaître. Tels sont les plans de l'entreprise canadienne MEDORO, qui se propose d'exploiter une mine d'or à ciel ouvert. L'entreprise n'a pas présenté clairement le projet à la communauté, et cela produit une grande incertitude. Ce qui est bien clair, c'est que l'or serait épuisé dans un délai de vingt à trente-cinq ans.

Située dans le département de Caldas et enclavée dans la cordillère occidentale, la commune de Marmato possède un des indices de pauvreté les plus élevés de Colombie. Les habitants se sentent dépouillés et dénoncent de façon répétée devant les institutions et l'opinion publique que le gouvernement colombien donne son aval et un appui actif à ce projet d'exploitation à grande échelle. Selon la législation colombienne en vigueur, il est possible à cet endroit d'ouvrir des mines petites ou moyennes, comme cela se pratique déjà, mais pas à grande échelle. MEDORO prétend malgré tout convertir 143 concessions de la zone en une exploitation unique qui formerait une mine à ciel ouvert. Les travaux d'exploration dureraient deux ou trois ans. Diverses sources font état de 200 000 perforations.

Pour leur part, la population de Marmato et les indigènes de Caldas, qui s'opposent à la destruction du village, déclarent : « notre village, ce ne sont pas seulement des mines, et ses habitants ne sont pas que des propriétaires de mines ou d'autres sources de travail. Le village de Marmato, c'est nous, ceux qui y ont vécu et ressentent pour lui une affection que l'on ne peut mesurer en argent. Le paysage que nous voyons, les rues pavées que nous parcourons, la singulière architecture qui caractérise notre village, les voisins avec qui nous avons construit une solidarité, les histoires que les vieux racontent aux jeunes sur un passé ancien d'histoires entrecroisées d'indigènes, de descendants d'africains et de blancs, les mineurs et les orpailleurs qui depuis toujours avons su extraire l'or de la montagne, les muletiers qui rendent possible le transport des matériels par nos chemins escarpés, les paysans et les indigènes qui, depuis nos villages, nous alimentent de leurs produits agricoles ».

Malgré de grandes difficultés, depuis février 2010 s'est constitué le Réseau colombien contre la grande industrie minière transnationale (RECLAME). Ce réseau regroupe plus de 50 organisations sociales et environnementales colombiennes qui s'opposent à l'industrie minière en Colombie et font connaître tous les conflits miniers dans le pays. La résistance compte déjà quelques succès à son actif, comme le triomphe de la mobilisation contre le projet minier du páramo Santurbán, département de Santander, de la multinationale canadienne Greystar, qui a pris la décision de renoncer à la demande de permis environnemental.

A cette lutte, accompagnée par la force des arguments et livrée dans les rues de Santander, se sont joints des milliers de Colombiens qui ont fait de Santurbán un cas emblématique de résistance à la grande industrie minière transnationale.

Article fondé sur des informations tirées de :

– “El oro de Colombia: rebelión social contra explotaciones mineras sin control”, juin 2011, de Guadalupe Rodriguez (Salva la Selva, courrier électronique : guadalupe@regenwald.org), rapport basé sur des informations diffusées par RECLAME et sur des recherches de Salva la Selva. Le rapport, envoyé par l'auteur, peut être lu dans sa version complète sur http://wrm.org.uy/deforestacion/mineria/El_oro_de_Colombia.pdf. – “Triunfo la movilización contra el proyecto minero en Santurbán”, Red Colombiana Frente A La Gran Minería Transnacional, <http://reclamecolombia.org/index.php/noticias/17-santander/202-triunfo-la-movilizacion-contra-el-proyecto-minero-en-santurban>.